



Communiqué de presse

La réponse du Premier ministre à l'épidémie du COVID-19 exclut les Autochtones vivant hors réserve et non-inscrits

Le 18 mars 2020 (Ottawa, Ont.) - Malgré les prétentions du Premier ministre Trudeau de répondre aux besoins des Autochtones dans la planification de l'intervention COVID-19, les réunions n'ont inclus que trois des cinq organisations autochtones nationales (OAN). Ces réunions ont exclu le Congrès des peuples autochtones (CPA) et l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC).

Le CPA est une OAN reconnue au niveau fédéral qui représente les Indiens inscrits et non-inscrits, les Métis et les Inuits du Sud. La décision de la Cour suprême dans l'affaire Daniels c. Canada a confirmé à l'unanimité que, quel que soit leur statut ou leur résidence, leurs électeurs sont des « Indiens » en vertu de la Constitution. Le gouvernement Trudeau a reconnu sa responsabilité de consulter le CPA sur les questions touchant les « droits, intérêts et besoins » de son électorat lors de la signature de l'Accord politique de 2018.

« Exclure le CPA de ces discussions met en danger des vies dans les communautés autochtones vivant hors réserve et non-inscrites », selon le chef national du CPA, Robert Bertrand. Il ajoute que « si seules les organisations désignées par le gouvernement sont autorisées à participer aux consultations et à accéder à du financement de soutien, les ressources seront priorisées pour leurs propres membres, qui ne représentent qu'une fraction de tous les peuples autochtones du Canada. »

Les obstacles aux populations vivant hors réserve et non-inscrites ont déjà été identifiés comme facteurs de risque dans l'enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Selon le premier appel à la justice, « L'accès à tous ces programmes doit être exempt d'obstacle et ceux-ci doivent être applicables sans égard au statut des personnes visées ou à leur emplacement ». Les mesures prises au niveau fédéral doivent suivre ce principe, sinon elles continueront d'aggraver les inégalités entre les peuples autochtones.

Des communautés comme les sans-abri à Oppenheimer Park, dans le centre-ville de Vancouver, où la direction du CPA s'est rendue le mois dernier, sont confrontées à la surpopulation, au manque d'assainissement et au manque de services de santé. « Partout au Canada, les Autochtones vivant en milieu urbain sont surreprésentés parmi les sans-abri et les malades chroniques », a déclaré le vice-Chef national du CPA, Kim Beaudin. « Le gouvernement fédéral doit consulter les représentants des populations vivant hors réserve et non-inscrites pour s'assurer que les mesures de préparation à une pandémie sont accessibles à ces populations. »

Le CPA appelle le gouvernement à prendre immédiatement des mesures pour inclure toutes les OAN dans la planification de la réponse aux crises.

- 30 -

Pour les demandes d'entrevues, veuillez contacter:
Jessica Dawson, Adjointe executive
613-747-6022
j.dawson@abo-peoples.org

Le Congrès des peuples autochtones est la voix nationale représentant les droits, les intérêts et les besoins des Métis, des Indiens statués et non statués, et des peuples Inuits du Sud vivant hors réserve. Aujourd'hui, plus de 80% des autochtones vivent hors réserve au Canada.